Commission Justice et Paix

N° 91
2ème TRIMESTRE
2015

Belgique - België
P.P. - P.B.
B - 22
Bureau de dépôt : Bruxelles X
P 705031

Édito

À l'heure d'écrire ces lignes[1], des informations préoccupantes nous reviennent du Burundi : la candidature pour un troisième mandat (interdit par la Constitution) du Président sortant, Pierre Nkurunziza, a suscité un émoi important au sein de la population burundaise. Outre la violence avec laquelle les manifestations ont été réprimées, signalons la détention de représentants de la société civile et la fermeture de la Radio Publique Africaine (RPA). Conséquence humanitaire de tout cela : un climat de peur qui entraîne des milliers de personnes à fuir leur pays.

Après le Burundi, ce sera au Congo et au Rwanda voisins de voter. La Communauté Internationale se doit de rester vigilante et présente, au risque de voir la région des Grands Lacs s'embraser. Il est de notre devoir de condamner fermement tout irrespect de l'État de droit et du principe d'alternance démocratique. C'est ce que nous nous donnons pour mission en travaillant au sein de réseaux associatifs, comme le Réseau Européen pour l'Afrique Centrale (EURAC), et en appuyant nos partenaires locaux dans leurs actions.

Axelle Fischer
Secrétaire générale

1. 13 mai 2015

Editeur responsable : Axelle Fischer • Commission Justice et Paix francophone de Belgique, asbl
Rue Maurice Liétart, 31, Bte 6 • B-1150 Bruxelles - Belgique

Pour parler de Paix

Revue d'analyse des conflits internationaux et des enjeux de paix

sommaire

L'actualité : regards et positions
Le radicalisme religieux au Nigéria : Boko Haram page 2

Dossier
Précarité : la solidarité plutôt que l'austérité
Introduction page 3

Première réflexion :
Cercles de Dons : retisser du lien pour une société meilleure page 4

Seconde réflexion :
Des chemins de traverse avec la rue page 7

Portrait / Point de vue
Housing first, ou comment soutenir les sans-abris pour un accès durable au logement page 10

Brèves page 11

Le radicalisme religieux au Nigéria : Boko Haram

Face à la terreur de Boko Haram, le discours anti-terroriste prend de l'ampleur et guide des réponses hâtives, sous une approche militaire à court terme, qui visent à annihiler la menace sans pour autant s'attarder sur les doléances locales les plus profondes à la base de la radicalisation au Nigéria. Depuis 2009, cette secte islamiste radicale mène une campagne de violence sanglante, laissant la population des provinces du nord dans le plus grand désarroi.

Cependant, l'approche anti-terroriste mise en place ignore souvent le contexte historique dans lequel évoluent et se forment les identités religieuses, ethniques et régionales au Nigéria, ainsi que le contexte socio-économique qui aggrave le déséquilibre entre le nord et le sud du pays, créant un terrain fertile aux tensions inter-ethniques et inter-religieuses, surtout entre les jeunes.

Un développement inégal

Comptant la plus grande réserve de pétrole en Afrique, le pays est aussi la deuxième économie la plus puissante du continent, et la plus peuplée, avec près de 165 millions de personnes, dont 19 % sont âgées de 15 à 24 ans. Mais, ces indicateurs reflètent peu la réalité. Le Nigéria est un État fracturé et fragile, prisonnier d'une profonde corruption au sein des administrations provinciales et souffrant d'un déficit de gouvernance et de légitimité croissant. En dépit de sa richesse, le Nigéria est affecté par des taux de pauvreté élevés, la précarité des services publics de base et le manque d'accès, pour les jeunes, à l'éducation, à la santé et aux opportunités d'emploi.

Ainsi, au cours de la dernière décennie, de nombreuses milices ethniques, des groupes séparatistes, ou bien des mouvements religieux radicaux ont vu le jour ou se sont à nouveau réveillés. En s'opposant à l'État, les groupes militants exploitent les plaintes de la population et promettent "le retour d'une société purifiée et plus juste".

Les dynamiques sous-jacentes à la radicalisation

La radicalisation est un phénomène complexe dû à l'interaction de plusieurs éléments issus à la fois d'un contexte localisé, aussi bien que de processus transnationaux qui dépassent le cadre des communautés, voire de l'État. Une première dynamique serait le caractère exclusif de l'accès au pouvoir. Après l'indépendance en 1960, une méfiance mutuelle et des fort différends ethno-religieux, au nord comme au sud, ont empêché le développement d'une identité et d'un sentiment national qui aideraient à surmonter ces divisions. La politique est caractérisée par une compétition intense entre élites pour l'accès aux ressources économiques de l'État, considéré comme le principal distributeur des bénéfices. Cette compétition motive très souvent l'exploitation des identités ethniques, régionales ou religieuses pour rallier le support des communautés afin d'atteindre des fins politiques précises, parfois en ayant recours à la violence.

Dans ce contexte et face au sentiment de perte de droits, la promesse d'améliorer ces conditions à travers l'adoption d'un modèle de gouvernement plus transparent est un puissant mobilisateur des espoirs des populations les plus vulnérables. C'est le cas, en particulier, des provinces du nord, historiquement marginalisées politiquement et économiquement.

Dans un pays qui dispose d'un revenu d'environ 50 milliards de dollars issus de ses réserves pétrolières, 70 % de sa population au Nord vivent en condition de pauvreté (extrême). En conséquence, le succès relatif de groupes extrémistes tels que Boko Haram au nord du Nigéria tient en grande partie au manque de réponse face à cette situation dramatique, à un environnement de non-droit et à l'émergence du terrorisme au niveau global. En effet, une troisième dynamique encore plus complexe serait celle de l'émergence des réseaux terroristes au niveau international, qui dépassent le contrôle des États grâce, en partie, aux nouvelles technologies.

Mais alors que la "War on Terror" prend à nouveau de l'ampleur, nourrie par les amalgames médiatiques et la peur collective, les causes concrètes demeurent ignorées. Un conflit localisé peut ainsi devenir un facteur déstabilisateur majeur au niveau régional et/ou global. Cependant, toute stratégie pour contourner la menace, si elle n'est pas accompagnée d'une approche plus compréhensive, est donc vouée à l'échec.

Angela Ocampo

Boko Haram [Western education is forbidden] a été fondée par Mohammed Yusuf en 2002, à Maidiguri au nord du Nigéria. Jusqu'en 2009, le groupe était vu comme un mouvement pacifiste. Mais, en juin 2009, une courte et violente révolte qui visait l'établissement d'un État Islamique au nord du Nigéria s'est présentée. Les forces armées nigériennes ont réprimé l'insurrection en tuant près de 800 civils et le leader du groupe. **A.O.**

Dossier

Précarité : la solidarité plutôt que l'austérité

La lutte contre la précarité est un effort à mener de front. En cette période d'austérité où les plus faibles sont sans cesse stigmatisés et accusés de divers maux de la société, un dialogue doit pouvoir s'établir. Les citoyens et les politiques doivent pouvoir s'écouter afin d'oeuvrer à un objectif commun; celui de ne plus accepter la pauvreté dans nos sociétés.

Alors que les *Cercles de Dons* permettent à des citoyens de retisser du lien tout en venant combler des besoins quotidiens, le modèle du *Housing first* s'érige en outil permettant aux SDF d'accéder à un logement durable. Mais ces initiatives citoyennes ne peuvent être enrichies que par la prise de conscience globale que ce combat doit faire l'objet de mesures ambitieuses, adéquates et réfléchies.

Cercles de Dons : retisser du lien pour une société meilleure

Les initiatives citoyennes de lutte contre la précarité fleurissent autour de nous. La Commission Justice et Paix de Liège souhaite les faire connaître. Aussi, l'un de ses membres, André, vous invite à découvrir un moyen de retisser du lien qu'il a expérimenté lui-même : les Cercles de Dons. À contre-courant de l'individualisme, l'objectif des "Cercles de Dons" est de trouver des solutions aux problèmes de notre société.

Les *Cercles de Dons* pour reconstruire la communauté

Dans le contexte des *Initiatives de Transition* (voir encadré), de nouveaux projets citoyens allient solidarité et fraternité. Dans les années 2000, un entrepreneur social californien, **Alpha LO,** et quelques-uns de ses amis ont eu l'idée et l'envie d'expérimenter un nouveau concept, qu'ils ont baptisé en anglais **"Gift Circles"** et que nous traduisons par **"Cercles de Dons".**

Je connaissais déjà quelque peu le philosophe américain **Charles Eisenstein**, qui a notamment écrit "Sacred Economics", **"L'économie sacrée".** C'est dans un article publié par lui sur Internet que j'ai découvert le concept des "Cercles de Dons".

Dans ce texte, Charles Eisenstein raconte qu'il a demandé aux gens qu'il rencontrait un peu partout de lui dire ce qui leur manquait le plus dans leur vie. Ils répondaient le plus souvent, s'ils n'étaient pas appauvris ou malades : "la communauté". En ce qui concerne l'évolution des communautés et les causes de leur disparition, le philosophe pense qu'il y a de nombreuses raisons : l'aménagement des banlieues pavillonnaires, la disparition des espaces publics, la voiture et la télévision, l'importante mobilité des personnes et des emplois et, finalement, le système monétaire.

Eisenstein indique que les communautés sont presque impossibles dans une société largement monétisée comme la nôtre, parce que ce qui tisse les communautés, ce sont les dons : cela explique en dernière analyse pourquoi les personnes pauvres ont souvent des communautés plus fortes que les personnes riches. Car si on est financièrement indépendant, on ne dépend en rien de ses voisins, ou même de quelque personne spécifique que ce soit ; on peut simplement payer quelqu'un pour faire ce qui est à faire, ou bien payer quelqu'un d'autre pour le faire.

DES INITIATIVES POUR PLUS DE SOLIDARITÉ

Depuis quelques années, un peu partout dans le monde, toute une série de citoyens ont décidé de se lancer dans des **nouvelles initiatives de solidarité,** comme - par exemple - le mouvement des ***Initiatives de Transition***, qui a débuté en 2006, en Angleterre, à Totnes, une petite ville située dans une région économiquement sinistrée.

De quoi s'occupe la ***Transition*** ? Elle a pour but d'impliquer une communauté dans le processus qui consiste à passer de la dépendance au pétrole à la résilience locale, c'est-à-dire à la capacité à supporter les crises écologiques et économiques.

Petit à petit, la ***Transition*** a intéressé un nombre toujours grandissant de villes dans le monde et notamment dans notre pays : Ath, Amay, Liège, etc. Récemment, en 2014, des citoyens de la ville de Seraing ont également senti l'envie de démarrer un processus transitionnaire.

Un autre mouvement s'est aussi développé en Angleterre, en 2008, à Todmorden, une autre petite ville défavorisée : celui des ***Incroyables Comestibles***.

Ce sont des expériences communautaires qui consistent à mettre à la disposition des habitants des légumes gratuits dans des bacs ou dans de petits potagers publics. Cette démarche a également essaimé dans le monde entier et notamment dans notre pays, que ce soit à Liège, à Namur, ou à Flémalle.

Les Cercles de dons s'apparentent à ces deux démarches.

A.F.

Eisenstein indique que les communautés sont presque impossibles dans une société largement monétisée comme la nôtre, parce que ce qui tisse les communautés, ce sont les dons.

Autrefois, ajoute-t-il, pour toutes les choses nécessaires et moins nécessaires, les gens dépendaient de personnes qu'ils connaissaient personnellement. Si on perdait le forgeron du coin, le brasseur local ou le médecin, il n'y avait personne pour les remplacer. Et la qualité de vie en devenait nettement moins bonne. Si on perdait ses voisins, on pouvait se retrouver sans aide alors qu'on venait de se fouler la cheville en pleine récolte ou que la grange venait de brûler. La communauté n'était pas accessoire à la vie, c'était une manière de vivre. Ainsi, le philosophe poursuit : **"Étant donné le caractère circulaire du flux des dons, j'ai été enthousiaste d'apprendre que l'invention sociale la plus prometteuse pour construire une communauté que j'ai pu croiser s'appelle le 'Cercle de Dons'."**

Comment les *Cercles de Dons* fonctionnent-ils ? Alpha LO propose le mode d'emploi suivant :

- pour commencer, l'accueil de personnes qui participent à la rencontre
- ensuite, un premier tour où chacun exprime un besoin, un désir
- un deuxième tour où celui qui le désire apporte un don, sous la forme d'un objet ou d'un service
- un troisième tour où celui qui le désire exprime sa gratitude, de la façon dont il le souhaite
- et finalement, une mise au point sur la vie du Cercle et son suivi éventuel.

Tout y est gratuit et l'argent n'intervient pas.

Implication personnelle et collective

J'ai rapidement été attiré par le concept des *Cercles de Dons* ; il est vrai que j'appréciais déjà la pensée de Charles Eisenstein auparavant.

Comme je m'étais récemment lancé dans des projets locaux, comme une *Donnerie*, une *Servicerie* etc., j'ai été séduit par l'aspect fraternel, solidaire du concept.

En effet, j'ai créé une *Donnerie* gratuite en ligne sur Internet, destinée aux personnes habitant à Flémalle, à Grâce-Hollogne et à Seraing ; et celui qui le désire peut donner un objet ou en demander un. En même temps, j'ai aussi mis sur pied une *Servicerie* gratuite en ligne sur Internet, toujours destinée aux personnes de ma région ; et celui qui le désire peut demander un petit service ou en proposer un.

Précédemment, à Grâce-Hollogne, j'avais participé à la création d'un *R.E.S.*, un réseau d'échange de savoirs, et d'un potager collectif, deux initiatives qui ont associé des citoyens à des institutions publiques et privées. J'ai aussi expérimenté plusieurs *S.E.L.*, des systèmes d'échanges locaux, mais j'ai préféré me tourner vers les initiatives liées à **l'économie du don**, philosophie que je ne trouvais pas suffisamment dans les *S.E.L.*

Ainsi, en lisant l'article de Charles Eisenstein consacré aux *Cercles de Dons*, j'ai été charmé par ce concept, car j'y reconnaissais les fondements de l'économie du don, avec une dimension spirituelle en plus. Par la suite, j'en ai parlé à la *Commission Justice & Paix* du diocèse de Liège : tout le monde a aussi trouvé l'idée très intéressante, car elle permet de proposer une alternative à notre société de consommation.

En septembre dernier, j'ai proposé à des personnes que je connaissais de créer un premier *Cercle de Dons*, à mon domicile, à Jemeppe-sur-Meuse (Seraing).

J'ai créé une Donnerie gratuite en ligne sur Internet, destinée aux personnes habitant à Flémalle, à Grâce-Hollogne et à Seraing ; et celui qui le désire peut donner un objet ou en demander un. En même temps, j'ai aussi mis sur pied une Servicerie gratuite en ligne sur Internet, toujours destinée aux personnes de ma région ; et celui qui le désire peut demander un petit service ou en proposer un

Il me semble que, dans les circonstances actuelles, nous avons intérêt à nous serrer les coudes pour dépasser les difficultés, actuelles et futures, et à recréer des espaces de solidarité comme les Cercles de Dons

Nous nous sommes rencontrés et nous avons suivi le mode d'emploi d'Alpha LO, décrit ci-dessus. Et voici quelques exemples de **dons** de ce premier *Cercle de Dons* : après une scolarité délicate, Alain avait besoin d'aide pour s'inscrire dans un enseignement de promotion sociale et Jean lui a tout de suite proposé de l'accompagner dans ses démarches ; Annie a offert un livre à Jean ; Charles avait besoin d'installer une échelle murale chez lui et Annie lui a conseillé de mettre une annonce sur la Servicerie en ligne sur Internet, lancée récemment dans la région, etc. Cette rencontre s'est très bien déroulée ; l'ambiance y était cordiale et généreuse.

Conclusion

Je découvre au travers des *Cercles de Dons* et au travers d'autres projets locaux qu'il est possible de **retisser des liens solidaires** entre les citoyens et donc de **créer des communautés** plus soudées grâce au partage, ce qui rejoint les idées du sociologue français Marcel MAUSS, qui est notamment connu pour son ouvrage intitulé "Essai sur le don".

Il me semble que, dans les circonstances actuelles, nous avons intérêt à nous serrer les coudes pour dépasser les difficultés, actuelles et futures, et à recréer des espaces de solidarité comme les Cercles de Dons, que vous aussi pouvez organiser chez vous ou chez des voisins.

Le **triple avantage** des 'Cercles de Dons' est donc de recréer des communautés, de recréer de la solidarité, fraternité et d'offrir des solutions gratuites en matières d'objets et de services.

André Frisaye
Membre de la Commission
Justice et Paix de Liège

Renseignements :

Tél. : 04/233 65 13
Courriel : andrefrisaye@gmail.com

Site consacré aux *Cercles de Dons* :
http://cerclesdedons.jimdo.com

Si vous désirez en savoir davantage :

- Sur les Initiatives de Transition, je vous conseille de consulter le site suivant: http://villesentransition.net
- Pour les Incroyables Comestibles, voici le site français : http://www.incredible-edible.info/
- En ce qui concerne Alpha LO, vous pourrez lire ici une courte biographie : http://www.shareable.net/users/alpha (en anglais)
- Charles EISENSTEIN a écrit "L'économie sacrée", que l'on peut lire gratuitement sur son site : http://sacred-economics.com/read-online/sacred-economics-fr/
- Vous pouvez consulter ici son article relatif aux Cercles de dons : http://laboutiquesansargent.org/cercle-de-dons-charles-eisenstein/
- Le site de l'ASBL Réseau des Consommateurs Responsables (RCR) fournit, quant à lui, des renseignements sur les Donneries, les Serviceries, les R.E.S. et les S.E.L. : http://www.asblrcr.be/
- Et vous pouvez obtenir des informations sur l'Economie du don ici : http://economiedudon.jimdo.com et sur Marcel MAUSS, "Essai sur le don" ici : http://fr.wikipedia.org/wiki/Essai_sur_le_don

Des chemins de traverse avec la rue

À Bruxelles, en 2014, plus ou moins 2600 personnes vivaient dans la rue, de façon quotidienne, selon La Strada[1]. Sur le trottoir, sous les ponts, dans le métro, les parcs, à l'entrée de commerces, à l'intérieur des halls de gare, les habitants de la rue sont omniprésents dans notre environnement immédiat. Nous les côtoyons tous les jours à travers nos déplacements et pourtant, un fossé immense semble les séparer de nous.

Clochards, mendiants, SDF, sans-abri apparaissent comme autant de vocables utilisés pour désigner maladroitement un groupe de personnes indistinct que nous avons du mal à appréhender. Quel(s) rapport(s) notre société entretient-elle avec ces "autres" ? Alors que nos institutions et la plupart des citoyens semblent acquis, du moins formellement, à l'idée de droit à la reconnaissance, à la dignité de chacun, comprenant notamment le droit à un logement décent, comment se fait-il que notre société puisse tolérer la souffrance quotidienne et l'exclusion de ces personnes ?

> *Comment se fait-il que notre société puisse tolérer la souffrance quotidienne et l'exclusion de ces personnes ?*

Que sommes-nous en droit de revendiquer à un niveau politique ? C'est à ces questions, entre autres, que les différentes lectures et les échanges menés dans le cadre du "Café Littéraire" de *Justice et Paix* m'ont naturellement conduit. Tentons à présent d'esquisser quelques pistes de réflexion nourries à travers les lectures de *Un an* de Jean Echenoz, *Les saisons de la nuit* de Colum Mccann, *Chroniques mélancoliques d'un vendeur de roses* de Bruce Begout et *Indétectable* de Jean-Noël Pancrazi.

Quatre ouvrages pour lutter contre la dépersonnalisation

De ces quatre œuvres se dégage à de niveaux multiples une sensation de dépersonnalisation de la personne marginalisée. Ainsi, dans sa nouvelle, Bruce Begout dépeint un vendeur de roses qui inspire en permanence le dédain, le mépris, la froideur ou l'indifférence chez les passants ou les gens auxquels il tente de vendre des fleurs :

"Il est très difficile d'être invisible. Pourtant j'y suis parvenu. J'ai totalement disparu, sans laisser de traces. Ni vu, ni connu. Comment ai-je fait ? C'est simple, je suis le genre de type qu'on ne remarque pas dans la rue. Lorsque c'est le cas, cela provoque chez celui qui me prête un peu d'attention une moue immédiate de consternation. Il faut dire que j'occupe une position sociale qui, contrairement à ce que l'on aurait pu penser, est particulièrement ingrate : je vends des roses à la sauvette le soir dans les restaurants".[2]

1. La *Strada* est le centre d'appui au secteur bruxellois d'aide aux sans-abri.
2. BEGOUT, Bruce, *Chroniques mélancoliques d'un vendeur de roses, nouvelle issue du recueil L'accumulation primitive de la noirceur,* Editions Allia, p.200.

Ce phénomène d'exclusion, de mise à l'écart de la communauté est également perceptible, dans "Un an", nouvelle racontant l'histoire d'une jeune femme, Victoire, qui progressivement tourne le dos au monde

Ce phénomène d'exclusion, de mise à l'écart de la communauté est également perceptible, dans *Un an*, nouvelle racontant l'histoire d'une jeune femme, Victoire, qui progressivement tourne le dos au monde. Sans attaches, sans argent et sans logement fixe, elle part à la dérive et devient transparente aux yeux du monde, à l'instar du vendeur de roses. Cette impression de neutralité dans les relations apparaît, parfois, de façon détournée à travers la sécheresse du langage ou la description des décors. Ainsi, les paysages et les lieux visités renvoient à la situation d'anonymat à laquelle le personnage principal est réduit :

"Seule avec son quart Vittel, elle regardait ce panorama sans domicile fixe qui ne déclinait rien de plus que son identité fixe, pas plus qu'un paysage qu'un passeport n'est quelqu'un, signe particulier du néant. L'environnement semblait disposé là faute de mieux, histoire de combler le vide en attendant une meilleure idée. Le ciel consistait en un nuage uniforme où, figurants sous-payés, croisaient sans conviction d'anonymes oiseaux". [3]

Dans *Les saisons de la nuit,* New-York est également le théâtre de deux mondes bien hermétiques. À la surface, synonyme d'ordre, de prospérité et de lumière, s'oppose l'indistinction des tunnels où errent, dans l'ombre, la crasse et le froid, d'anciens terrassiers de tunnels ou bâtisseurs de gratte-ciel, hommes d'origines multiples, descendants d'immigrés accrochés au rêve d'une vie meilleure. Face à une Amérique encore profondément marquée par les discriminations raciales, cette communauté de déracinés réalise un certain idéal d'égalité. Colum Mccann semble nous dire que dans le dénuement, la souffrance et la nuit, les hommes sont semblables, le blanc et le noir se confondent :

"Dans l'obscurité, tout le monde a la même couleur – rital, nègre, polaque ou rouquin irlandais, c'est du pareil au même. [4] *(…) L'égalité de l'ombre n'existe que dans les tunnels. Le premier syndicat intégré d'Amérique a été celui des travailleurs sous air comprimé. C'est seulement sous terre, il le sait bien, que la couleur est abolie, que les hommes deviennent des hommes".* [5]

Au-dessus du sol, ces êtres grandioses, magnifiés par l'auteur, sont *indétectables*, comme pourrait l'écrire Jean-Noël Pancrazi, ou indésirables, condamnés à l'ombre. Le tunnel devient une sorte de tombeau sans les honneurs, des oubliettes soustraites à la vue des passants. La scène d'enterrement de Faraday, un des sans-abri vivant dans le tunnel, révèle avec profondeur cette faille qui scinde même les familles en deux. Ainsi, le père de ce personnage accorde de l'égard à son fils, une fois celui-ci définitivement enterré dans les profondeurs. Les poignées en or de son cercueil contrastent avec le dénuement dans lequel il a vécu une partie de sa vie. Comme si une fois enrubanné dans son linceul, un clochard recouvrait l'enveloppe de respectabilité dont on l'avait privé de son vivant. *Les morts sont toujours des braves types*, écrivait Brassens. [6]

Monde parallèle

Si ces fictions mettent en lumière des parcours divers et des situations singulières qui ne se laissent pas réduire à un schéma de pensée figé, tous ces personnages semblent évoluer dans un monde parallèle d'où partent peu de chemins de traverse. Qu'en est-il dans notre société ? Quelle place réservons-nous à ceux qui, chaque jour, côtoient le pavé ou tendent la manche ? Outre la violence quotidienne du passant pressé qui développe des stratégies d'évitement, on remarque que, depuis quelques années, le rejet de ces personnes s'institutionnalise au niveau politique. Jean Echenoz y fait d'ailleurs écho dans son roman :

"Les citoyens, moins que les élus, se lassèrent de voir des vagabonds, souvent accompagnés d'animaux familiers, investir leurs cités bien peignées, vaguer dans leurs parcs, leurs centres commerciaux, leurs quartiers piétonniers, vendre leurs magazines misérables aux terrasse de leurs si jolies brasseries. Bon nombre de maires conçurent d'ingénieux arrêtés prohibant la mendicité, la station allongée dans les espaces publics, le regroupement des chiens sans muselière ou la vente de journaux à la criée, sous peine d'amende et de mise en fourrière suivie de frais de fourrière. Bref on entreprit d'inciter les gueux à courir se faire pendre ou simplement se pendre ailleurs". [7]

En Belgique, la loi interdisant le vagabondage a été abrogée en 1993. Mais, depuis 2012, alors que le nombre d'habitants de la rue explose [8], de nombreuses communes se sont employées à tenter de dissimuler cette manifestation de la précarité à coups de règlements et autres mesures de répression. Ainsi, l'année dernière, après Charleroi, Liège, Andenne ou Etterbeek, ce fut au tour de la ville de Namur d'agir en ce sens en interdisant purement et simplement la mendicité dans son centre-ville.

Exiger des droits

En attendant des mesures politiques réellement ambitieuses pour éradiquer la pauvreté, n'oublions pas que la manche constitue un moyen de survie. Elle permet de pallier l'absence totale ou partielle de revenus pour des personnes extrêmement démunies. On pourrait pourtant imaginer que la nécessité de manger tous les jours, de se soigner, de se vêtir ou de se loger se conçoive aisément. L'argent récolté à travers ce geste est une nécessité et non une volonté délibérée de perturber l'ordre public.

Si la possibilité d'obtenir honnêtement cette maigre obole est interdite, c'est alors seulement que les vols ou les troubles sur la voie publique augmenteront… L'argent, pour celui qui vit dans la précarité, est au moins ce qui permet d'envisager un lendemain. Un futur proche certes, mais un futur tout de même. Comme le dit Patrick Declercq, philosophe et anthropologue qui a côtoyé longuement les habitants de la rue, *L'argent progressivement devient tout, car il constitue l'immédiateté de la survie, la mesure exacte de la vie. Il est la vie même et le maître du temps. L'argent dans sa poche est le seul avenir dont on soit sûr.*[9]

Mais nous ne pourrions nous contenter de ce seul combat. Plus que la charité, ce sont des droits qu'il faut exiger. Nul doute que les nombreuses exclusions du chômage et l'augmentation démentielle des prix des loyers viendront encore gonfler les rangs des habitants de la rue, si l'on n'exige pas des mesures sociales ambitieuses. Alors que l'accumulation du capital ne semble pas avoir de limites pour certaines personnes, il est scandaleux que la survie d'une part croissante de la population dépende encore de l'humeur variable ou de la bonne disposition des simples passants. Bien entendu, il n'y a pas une seule solution.

Comme nous le montre la littérature, chaque personne vivant dans la rue exprime des besoins et des envies propres qui supposent des approches singulières. Sans prétendre épuiser la réflexion sur un sujet aussi complexe et déconsidérer le travail formidable d'un grand nombre d'associations et d'acteurs de terrain, il importe, là aussi, d'exiger *Tout Autre Chose*[10], davantage de ponts entre la société et la rue.

Nombreuses sont les pistes d'action qui s'offrent à nous pour un changement radical. Entre autres : une allocation inconditionnelle à un revenu de base pour tous, des logements sociaux en suffisance et un plus grand nombre de personnes et institutions adaptés aux membres les plus fragilisés de notre société. Dès lors, osons réfléchir et agir, de façon collective, avec les habitants de la rue, sur les conditions de possibilité d'une vie digne et heureuse pour tous.

Valéry Witsel
volontaire au Café-Littéraire de Justice et Paix

Plus de renseignements ou envie de participer aux Cafés-Littéraires ?

Contacter laure.malchair@justicepaix.be
(02 738 08 01)

Plus que la charité, ce sont des droits qu'il faut exiger. Nul doute que les nombreuses exclusions du chômage et l'augmentation démentielle des prix des loyers viendront encore gonfler les rangs des habitants de la rue, si l'on n'exige pas des mesures sociales ambitieuses

3. ECHENOZ, Jean, *Un an,* Editions de Minuit, p. 11.
4. MACCANN, Colum, *Les saisons de la nuit,* Editions 10/18, p. 14.
5. Id., p.56.
6. Paroles de Georges Brassens issues de la chanson *Le temps passé.*
7. ECHENOZ, Jean, *Ibid*, p.62.
8. La Strada parle d'une augmentation de plus de 30 % depuis l'année 2010.
9. DECLERCK, Patrick, *Les naufragés*, Terre Humaine, p.139.
10. http://www.toutautrechose.be/ mouvement citoyen de solidarité belge.

Housing first,

ou comment soutenir les sans-abris pour un accès durable au logement

Le modèle Housing First ou Logement d'abord est un modèle qui a déjà fait ses preuves aux États-Unis et au Canada. Il s'est développé en réaction au modèle dit "en escalier". Ce dernier est constitué de plusieurs étapes que les sans-abris doivent gravir pour accéder à un logement permanent : abri de nuit et centre d'hébergement d'urgence, puis maison d'accueil, puis logement de transit, puis logement accompagné, puis logement autonome. Mais la plupart des usagers restent "bloqués" aux premières étapes. Le modèle du Logement d'abord permet, lui, une sortie immédiate de la rue, grâce à un accès direct et sans condition à un logement permanent.

Housing First Belgium est un projet expérimental fédéral. Six équipes mettent actuellement en place ce projet dans cinq villes belges : Anvers, Bruxelles[1], Charleroi, Gand et Liège. Chaque initiative tient compte des réalités locales.

Le projet *Housing First* du *SMES-B* intervient dans les communes de Schaerbeek et Molenbeek, grâce à des logements fournis par le Foyer Schaerbeekois et par l'agence immobilière sociale de Molenbeek.

Les personnes accompagnées ont les devoirs classiques d'un locataire, c'est-à-dire le paiement du loyer et le respect des voisins. Il leur est demandé aussi d'avoir un contact hebdomadaire avec les accompagnateurs sociaux, mais elles n'ont aucune obligation de suivre un traitement ou d'arrêter de consommer de l'alcool ou de la drogue.

Quatre associations sélectionnent les locataires : *Diogènes* (travail de rue), le *Centre Transit* (accueil et hébergement d'usagers de drogue ou d'alcool), le projet *Lama* (service pour usagers de drogue), et *La Gerbe* (service de santé mentale).

Chaque association sélectionne à son tour des personnes ayant un long parcours de rue, cumulant problèmes de santé mentale et d'addiction, et pour lesquelles le modèle en escalier ne fonctionne pas. Les associations continuent ensuite le suivi des personnes qui ont intégré le projet.

> *Les personnes accompagnées ont les devoirs classiques d'un locataire, c'est-à-dire le paiement du loyer et le respect des voisins*

Nouvelles épreuves

Une fois un logement acquis, ces personnes doivent faire face à de nouvelles responsabilités, ce qui peut rapidement les angoisser. Par exemple, les huissiers peuvent débarquer, pour réclamer des dettes anciennes qui avaient été suspendues, parce que la personne n'avait plus d'adresse. Il est alors très important de continuer un accompagnement, pour que ces personnes ne se sentent pas lâchées. Il y a aussi un sentiment de solitude qui peut apparaître, à la relecture de leur parcours. Ces personnes peuvent repenser à leurs ruptures familiales, par exemple parce qu'elles ont un logement mais qu'elles n'ont pas de famille à y inviter. C'est un moment où les personnes peuvent être fragiles, il convient donc de rester vigilant.

Bilan

En un peu plus d'un an, douze personnes ont été relogées. Aucune n'est en retard de paiement de loyer et toutes ont investi leur logement. Les participants évoluent à leur rythme, parfois en dents de scie, mais le bilan est globalement positif. Seule une personne a quitté le projet, et une autre est décédée. L'équipe du projet *Housing First* du *SMES-B* est composée d'une coordinatrice, d'une assistante sociale, d'une thérapeute, d'une psychologue, et d'une responsable du volet logement. L'engagement d'un médecin psychiatre, d'un infirmier, d'un pair-aidant et d'un secrétaire est en cours afin d'agrandir l'équipe.

Héléna Van Aelst, volontaire au *Magazine Mixité Alterité*[2] (www.mag-ma.org)

CONTRIBUER ?

SMES-B recherche actuellement des logements privés pour le projet. Les propriétaires qui souhaiteraient mettre leurs biens en location via le Housing First peuvent donc écrire à housingfirst@smes.be

1. A Bruxelles, les deux projets *Housing First* sont coordonnés par les asbl *Infirmiers de Rue* et *SMES-B* (santé mentale & exclusion sociale).
2. Cet article a été écrit à partir du portrait d'Alexandra Trips, travailleuse de rue pour l'asbl *Diogènes* et psychologue pour le projet *Housing First* du *SMES-B*, paru dans le magazine *MagMA* en février 2015 (http://www.mag-ma.org/societe/de-la-rue-au-logement-alexandra-accompagnatrice-psycho-sociale-de-personnes-sans-abri/).

INTERNATIONAL CRISIS GROUP (ICG) : UNE ORGANISATION POUR RÉPONDRE AU SENTIMENT D'IMPUISSANCE

Fondée en 1995 en tant que ONG indépendante, la création d'ICG est inspirée par le sentiment de désespoir face à l'incapacité de la communauté internationale d'anticiper et de répondre effectivement aux tragédies en Somalie, au Rwanda et en Bosnie.

Depuis lors, l'organisation s'efforce de fournir, à travers la recherche sur le terrain et le plaidoyer à différents niveaux de décision, l'information la plus précise pour une prise de décision efficiente en cas de conflit. L'organisation propose ainsi des outils afin d'œuvrer à une prévention effective des conflits internationaux. Ses rapports font autorité et alimentent le travail de nombreux acteurs de la société civile, dont Justice et Paix !

Consultez ses rapports et activités :
http://www.crisisgroup.org

Angela Ocampo

EST-IL POSSIBLE AUJOURD'HUI DE PARLER DE PARDON AU RWANDA ?

Cette question, qui aurait pu paraître provocante, a été posée avec beaucoup de tact, de nuance et d'humilité par Benoît Guillou lors de sa visite à Bruxelles à la fin du mois de mars 2015.

Ce sociologue, journaliste et membre de la *Commission Justice et Paix France*, est également l'auteur du livre "Le pardon est-il durable ? Une enquête au Rwanda" paru en novembre 2014 aux éditions *François Bourin*.

Grâce à sa réflexion, issue de nombreuses rencontres réalisées au Rwanda entre 2003 et 2013, nous avons pu dialoguer avec différents citoyens, collègues d'autres ONG et journalistes.

Signalons un passage aux émissions radio "Face à l'info" et "Afrik'Hebdo" de *La Première* ainsi qu'un passage sur la *Radio Chrétienne Francophone*. Pour écouter les podcast, rendez-vous sur notre site Internet : http://www.justicepaix.be/?article270

Laure Malchair

ATELIER PARTICIPATIF MULTINATIONALES ET VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME : DE LA RÉFLEXION À L'ACTION !

Entraide & Fraternité et la *Commission Justice et Paix* n'ont de cesse de dénoncer dans leur travail quotidien les souffrances vécues par des populations victimes des violences liées aux activités des multinationales. Dans de nombreux pays du monde, les populations autochtones et les écosystèmes fragiles sont en effet les premières victimes des dérapages commis par ces entreprises qui échappent à toute régulation.

Le **vendredi 11 septembre 2015 après-midi**, réfléchissons ensemble aux pistes d'action concrètes qui se présentent aux citoyens et à leurs représentants politiques en Belgique afin de contribuer à mettre fin à l'impunité économique !

Volontaires des deux organisations : inscrivez-vous à l'atelier-débat ! (lieu et heure exacte à déterminer)

Informations : laure.malchair@justicepaix.be
Inscriptions : marie-christine.lothier@entraide.be

Événement

NOTRE CONSOMMATION ÉLECTRONIQUE AU MENU DU SALON VALÉRIANE

Le samedi 5 septembre 2015 à 13h, *Justice et Paix* organise une conférence au Salon Valériane, dont le thème général est "Soyons acteurs de notre consommation". Nous aborderons la question des impacts sociaux et environnementaux de notre consommation de biens composés de ressources minières (tablette et smartphone en vedettes) pour les pays du "Sud", mais aussi celle des alternatives, du recyclage et de la réparation. Cette conférence sera ainsi un prolongement de l'analyse publiée sur www.justicepaix.be : "GSM, déchets électroniques & recyclage. Comment réduire notre impact ?". Elle verra notamment intervenir Martin Besieux, de *Greenpeace Belgique*.

Informations :
geraldine.duquenne@justicepaix.be
02/738 08 01

Abonnements

ABONNEMENT DE SOUTIEN
À "POUR PARLER DE PAIX"
DE JUSTICE ET PAIX
À PARTIR DE 15 €
À VERSER AU COMPTE
BE30 0682 3529 1311

Dons

Soutien financier : à partir de 40 €, déductible fiscalement

À verser au compte BE30 0682 3529 1311
avec la mention "DON".

Pour tout renseignement à propos d'un don ou d'un legs, merci de bien vouloir prendre contact :
Tél. +32 (0) 2 738 08 01
eva.calatayud@justicepaix.be

Contact

Arnaud Gorgemans, *Président*
Axelle Fischer, *secrétaire générale*
Chantal Bion, Eva Calatayud, Géraldine Duquenne, Santiago Fischer, Laure Malchair, Céline Remy, *permanents*

Volontaires ayant collaboré à ce numéro :
Yvonne Clément, André Frisaye, Sylvain Lauwers, Laetitia Tran Ngoc, Angela Ocampo, Helena Van Aelst, Valéry Witsel.

Design : **www.acg-bxl.be**

Dessin : **www.sylvainlauwers.be**

N'hésitez pas à nous contacter !

Commission Justice et Paix
francophone de Belgique, asbl
Rue Maurice Liétart 31/6
B - 1150 Bruxelles - Belgique

Tél. +32 (0) 2 738 08 01 - Fax +32 (0) 2 738 08 00
E-mail : info@justicepaix.be
Facebook : facebook.com/justicepaix
Twitter : @fischersantiago

www.justicepaix.be

Publié avec le soutien de la Direction Générale de la Coopération au Développement et Aide Humanitaire et de la Fédération Wallonie-Bruxelles